



## Un nouveau rythme de croissance

L'économie calédonienne se repositionne progressivement sur un rythme de croissance plus mesuré. À 1,3 %, la croissance réelle<sup>1</sup> estimée pour 2014 apparaît faible si l'on compare avec la moyenne décennale de 3,6 %. Cette observation constitue le troisième point bas depuis 15 ans, après ceux de 2008 et 2012. Cependant le maintien de l'économie en croissance, après des périodes particulièrement dynamiques (près de 4 % de croissance moyenne), porte la valeur du PIB calédonien à un niveau qui avoisine les 1 000 milliards de F.CFP. En valeur, la croissance du PIB<sup>2</sup> est de 4,7 %, stimulée par un cours du nickel favorable qui contraste avec une inflation<sup>3</sup> intérieure assez faible. La demande domestique ralentit encore avec une nouvelle baisse de l'investissement alors que la consommation des ménages résiste. Le PIB par habitant gagne 2,8 % et s'établit à 3,6 millions de F.CFP. La période post 2011 est marquée par une croissance moins élevée qu'auparavant, mais en phase avec les pays qui présentent des PIB par habitant proches (Allemagne 1,4 %, France 0,4 %, Japon 1,3 % de croissance en 2014).

Romuald Pidjot, Florian Renault, ISEE

### Produit Intérieur Brut

	2010	2011	2014e
PIB (milliards de F.CFP)	843	887	954
PIB/hab (millions de F.CFP)	3,37	3,49	3,55

e : estimation

Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

### Vers une croissance économique moins rapide

Croissance réelle depuis 1998 (%)

	Moyenne annuelle 1998/2011	2012e	2013e	2014e
PIB	+3,7	+1,1	+3,0	+1,3
Consommation finale*	+3,5	+2,5	+2,1	+2,5
Investissement	+10,8	-8,6	-9,2	-6,8
Importations	+6,3	-3,7	-1,4	-1,2
Exportations	+1,3	+2,4	+6,0	+9,3

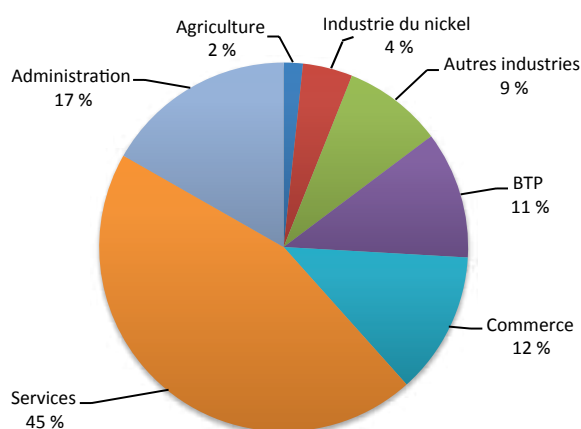
e : estimation

\* consommation des ménages + consommation des administrations publiques

Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

### Le nickel gagne deux points au détriment du BTP

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée



Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

La consommation des ménages, premier moteur de l'économie calédonienne, progresse de 2,4 % contre 2,1 % en 2013. Les salaires progressent moins rapidement qu'en 2013, cependant les ménages gagnent en pouvoir d'achat grâce à une inflation faible. L'emploi salarié progresse de façon modérée, loin des évolutions élevées de 2010 et 2011. Sur le marché de l'emploi, les offres sont toujours supérieures aux demandes, mais leur hausse est plus faible (+4 % contre +12 % pour les demandes).

L'investissement diminue fortement pour la troisième année consécutive mais moins rapidement qu'en 2013. Le taux d'investissement des entreprises revient progressivement à ses niveaux précédant la construction des deux nouvelles usines métallurgiques (25 %). Le secteur public, quant à lui, maintient son effort d'investissement avec le chantier du Médipôle, et les ménages acquièrent plus de logements. Cela atténue mais ne compense pas la baisse générale.

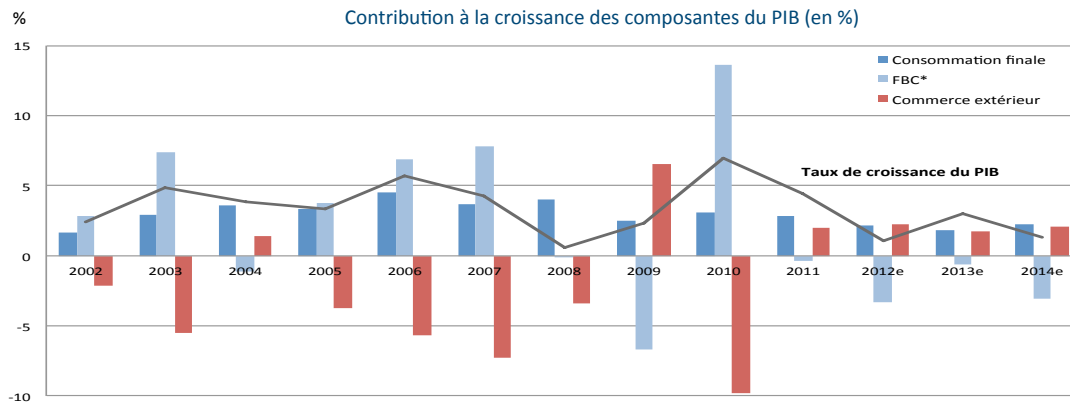
Le déficit commercial se résorbe de 25 milliards de F.CFP. Les exportations augmentent plus que les importations de biens, aidées par un effet prix : la hausse des cours du nickel au LME (+12 %) gonfle les exportations et la baisse des prix des hydrocarbures limite la facture énergétique. D'autre part, les volumes de nickel exportés continuent à augmenter. De plus, le déficit de la balance des services se réduit aussi, et au total, les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance réelle en 2014.

Le secteur du nickel est globalement bien orienté en 2014 malgré les difficultés techniques qu'a rencontrées le secteur de la métallurgie cette année. L'extraction minière augmente de 8 %, poussée à la fois par la consommation des usines métallurgiques et la hausse des exportations. La métallurgie est aussi en pleine croissance avec la montée en puissance de Vale Nouvelle-Calédonie et la mise en production de KNS.

L'économie hors nickel est pénalisée par la baisse de l'investissement qui restreint la demande intérieure. Ainsi le BTP perd de l'emploi salarié pour la troisième année consécutive. Néanmoins la montée en puissance de Vale NC et la mise en production de KNS ont permis un soutien de l'activité pour les sous-traitants de l'industrie métallurgique en 2014. La structure de l'économie s'en trouve légèrement modifiée : le nickel représente 4 % du PIB, soit deux points de plus qu'en 2013, ceci au détriment du BTP. Les services aux particuliers profitent du maintien de la consommation des ménages et de la bonne santé du tourisme.



## L'économie évolue à un rythme moins soutenu qu'auparavant



Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

\*La formation brute de capital est la somme de la formation brute de capital fixe (FBCF – qui mesure les investissements réalisés dans l'année) et de la variation des stocks.

### La consommation des ménages continue à progresser

La consommation des ménages<sup>4</sup> reste dynamique (+2,4 %) sur sa lancée de 2013. Elle représente 64 % du PIB, soit un point de moins qu'en 2013. Les importations de produits alimentaires et les nouvelles immatriculations automobiles augmentent (respectivement +3 % et +0,1 % en valeur) et les encours de crédits à la consommation stagnent.

L'emploi salarié progresse annuellement de 1,2 % depuis 2012, une évolution mesurée par rapport aux années 2010 et 2011 (+3,5 % en moyenne). La création d'emplois privés marque le pas (+0,5 %) alors que dans le secteur public elle affiche un rythme soutenu (+2,2 %) permettant d'atténuer la morosité du marché. De plus, les inscriptions de personnes physiques au RIDET ralentissent, suivant une tendance continue depuis 2010.

Après une période de rattrapage (2010-2012) au cours de laquelle le salaire minimum garanti (SMG) progressait de 7 % par an en moyenne, l'évolution des salaires marque un temps d'arrêt par rapport aux cinq dernières années. Le SMG, à 151 985 F.CFP par mois, gagne 200 F.CFP sur l'année 2014, une progression modérée, loin de celle des années 2011 et 2012 où il avait gagné 10 000 F.CFP par an en moyenne. Les salaires minima conventionnels issus des négociations entre le patronat et les travailleurs progressent peu également, dans un contexte d'inflation faible ces trois dernières années.

### L'investissement toujours en recul

L'investissement diminue de 6,8 % en 2014. Néanmoins, la baisse s'atténue par rapport à 2013 (-9,2 %). Le taux d'investissement<sup>5</sup> des entreprises s'établit à 25 % du PIB, son plus faible niveau depuis l'année 2005, mais reste supérieur à celui des voisins australien et néo-zélandais par exemple (21 % et 19 % sur la période 2010-2014).

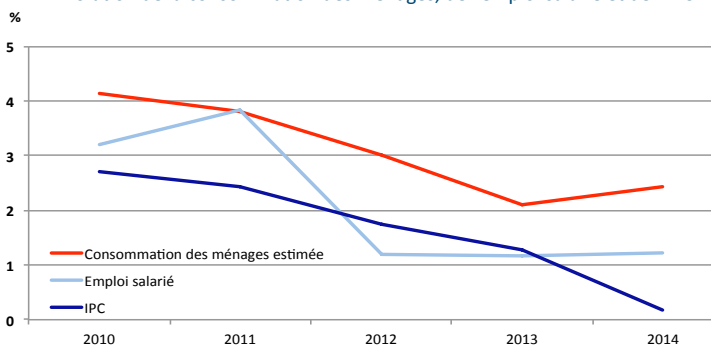
Le projet phare de la construction de l'usine du Nord, qui avait propulsé l'investissement privé à des niveaux record en 2010 et 2011 s'achève. De fait, l'investissement retrouve un niveau plus structurel. Le BTP, qui pèse pour 2/3 de l'investissement privé, subit cette baisse au premier titre. Néanmoins les entreprises investissent à nouveau en matériel d'équipement dont les importations augmentent pour la première fois depuis 2011 (+5 %).

De son côté, le secteur public maintient son effort d'investissement (+2 %) après être monté en puissance en 2013 (+23 %) avec le chantier du Médipôle, malgré une diminution pour les communes et l'État.

Dans une dynamique plus marquée, les ménages investissent davantage dans le logement. En témoignent les attestations de conformité électrique (obligatoire pour chaque nouvelle construction), en augmentation de 8 % après une sévère baisse de 33 % en 2013. Les encours de crédits à l'habitat sont également bien orientés (+2,6 %) après un ralentissement en 2013.

### La consommation des ménages profite d'une augmentation de l'emploi salarié dans un contexte d'inflation modérée

Evolution de la consommation des ménages, de l'emploi salarié et de l'IPC

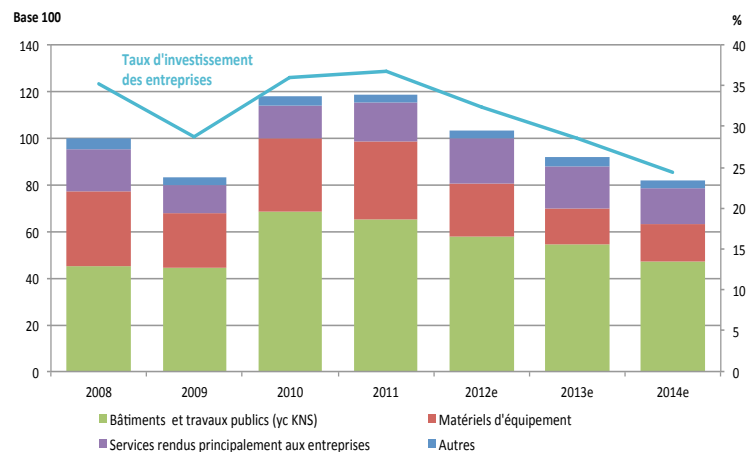


Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

Cette inflation quasi-nulle (+0,2 % en moyenne annuelle) permet aux ménages de maintenir leur pouvoir d'achat. Le dispositif issu du conflit « vie chère » a abouti en juin 2013 à une réglementation encadrant l'évolution des prix assortie d'un gel jusqu'en décembre 2014. La Nouvelle-Calédonie a aussi profité d'une conjoncture internationale favorable : le prix en baisse des hydrocarbures limite le coût des produits importés. Ces derniers ont aussi bénéficié de la dépréciation du dollar australien, troisième partenaire de la Nouvelle-Calédonie sur les produits alimentaires.

### L'achèvement de la construction des usines métallurgiques freine l'investissement en BTP

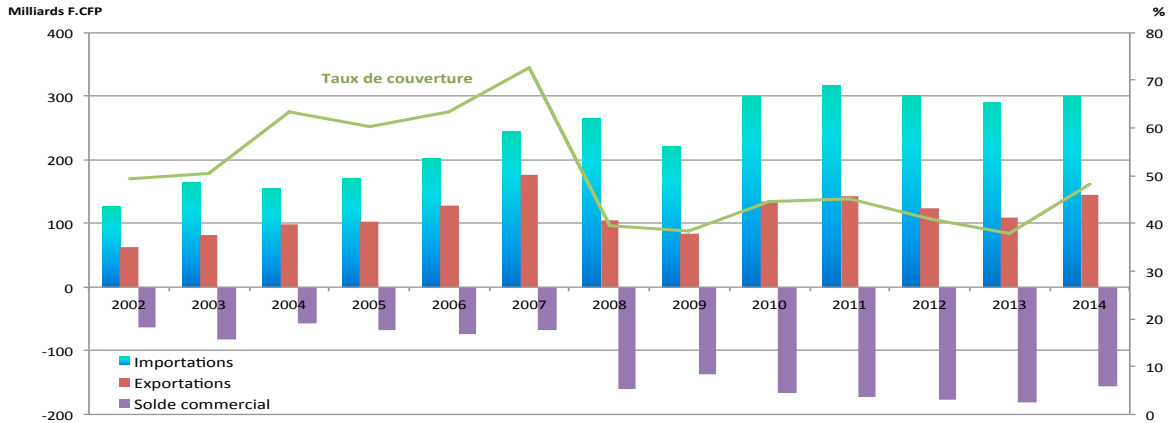
Investissement des entreprises par produits



Sources ISEE, Comptes économiques, CEROM

## Le déficit commercial structurel se réduit

Niveau des composants du commerce extérieur



Sources ISEE, CEROM, Douanes

## Le déficit commercial se résorbe

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance en 2014 grâce à une hausse des exportations de biens plus prononcée que la hausse des importations. Parallèlement, l'orientation des prix internationaux favorise le redressement de l'équilibre extérieur.

Les exportations de biens augmentent de façon soutenue, passant de 110 à 144 mds F.CFP tirées principalement par le nickel (91 % du total des exportations). En effet le cours au LME favorable combiné à une hausse des volumes exportés a fait exploser la valeur des ventes de nickel (+36 %). Hors nickel, les exportations sont globalement en hausse (+6 %), parmi lesquelles les exportations de produits de la mer : les ventes de crevettes et d'holothuries augmentent respectivement de 10 % et 14 %. Les ventes à l'extérieur de produits agro-alimentaires sont en hausse de 21 % alors que les exportations de matériels d'équipement et d'autres produits industriels diminuent (-17 %).

Les importations de biens augmentent de 3 % revenant à leur niveau de 2012, après la baisse enregistrée en 2013. D'une part, les importations de matériels d'équipements repartent à la hausse sous l'effet de la demande des entreprises. D'autre part, les importations de produits pétroliers atteignent en valeur un niveau record de 46 mds F.CFP (+23 %) malgré une baisse des prix ; cela est essentiellement dû à la mise en production de l'usine de KNS.

Dans ce contexte favorable, le solde commercial<sup>6</sup> structurellement négatif de la Nouvelle-Calédonie passe de - 180 mds à - 155 mds de F.CFP en 2014. Le taux de couverture<sup>7</sup> gagne 10 points, et atteint 48 %, soit son niveau le plus élevé depuis 2008.

Parallèlement, le déficit des échanges de services s'atténue en raison de la forte baisse des importations de services aux entreprises (- 10 mds F.CFP) en lien direct avec la fin du chantier de l'usine du Nord.

Au total les importations de biens et services diminuent alors que les exportations augmentent : le déficit de la balance des biens et services<sup>8</sup> se réduit (de - 265 à - 233 mds F.CFP) et contribue positivement à la croissance.

## Le nickel : une production dynamique

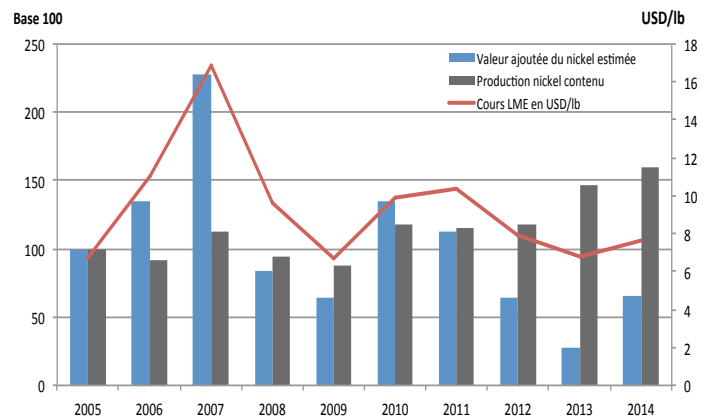
En 2014, le nickel présente un bilan globalement positif malgré des problèmes techniques dans la métallurgie. L'activité est en hausse et la conjoncture internationale s'améliore par rapport à 2013. Le nickel représente 4 % de la valeur ajoutée, soit deux points de plus qu'en 2013.

La production de minerais de nickel augmente de 8 % en 2014. D'une part, l'extraction de matière première des deux métallurgistes KNS et Vale NC destinée à leurs usines augmente de 27 %. D'autre part, les exportations de minerais s'accroissent de 18 %, tirées en particulier par une hausse importante des ventes de saprolites vers le Japon. NMC, qui est le plus gros exportateur, maintient son niveau de vente élevé vers l'usine off-shore de la SMS/Posco en Corée.

La production métallurgique poursuit une montée en puissance amorcée en 2011: les deux producteurs les plus récents s'orientent chacun vers leur objectif de 60 000 tonnes de métal et la SLN augmente aussi sa production. Ainsi la production totale progresse fortement en volume (+20 %).

## La branche nickel en amélioration

Niveau des composants du commerce extérieur



Sources ISEE, CEROM, DIMENC

NB: Le London Metal Exchange (LME) est la place boursière de Londres spécialisée dans les métaux non ferreux, dont le nickel.

Le cours du nickel au LME augmente parallèlement de 12 % en 2014 et permet aux ventes de métal d'atteindre un montant de 108 mds F.CFP, en hausse de 28 mds F.CFP par rapport à 2013. La branche profite aussi d'une baisse du prix des hydrocarbures qui constituent son principal intrant. Ainsi, la valeur ajoutée du secteur nickel double malgré les difficultés rencontrées par les métallurgistes.

Récemment entrées en production, les usines Vale NC et KNS atteignent respectivement un tiers et un septième de leur pleine capacité de production. En particulier, KNS a rencontré des problèmes techniques liés à sa centrale thermique, le contraignant à utiliser un dispositif d'appoint coûteux en gazole. Ainsi, les niveaux de production ne permettent pas de couvrir intégralement les coûts de production.

## L'économie hors nickel, toujours en croissance, subit la baisse de l'investissement

L'économie hors nickel progresse moins qu'en 2013 mais enregistre néanmoins une croissance de 1,3 %. L'emploi salarié augmente (+1,2 %) bien que les créations d'entreprises continuent à diminuer (-1,1 % en 2014 après -5,3 % en 2013). En particulier, la production de services résiste en répondant à une consommation des ménages robuste et les industries profitent de la montée en charge de la branche nickel.

Comme en 2013, la construction subit la baisse des investissements ; elle perd de l'emploi salarié pour la troisième année consécutive. Le secteur qui avait bénéficié d'un niveau d'activité très élevé en 2010-2012 autour de l'usine du Nord peine à trouver des relais de croissance, comme en témoigne la diminution des ventes de ciment (-11 %). Les chantiers publics, dont l'important projet en cours du Médipôle, ne compensent pas intégralement la chute de la demande privée.

Moins à la peine, les industries diverses, de l'énergie, ou les services aux entreprises continuent à bénéficier de débouchés auprès de la métallurgie. Le commerce et les services aux ménages résistent aussi grâce au maintien de la consommation. Les dépenses touristiques ont été dopées par l'augmentation des arrivées de touristes venant du Japon, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, profitant ainsi au secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

De leur côté les administrations gardent le rythme de croissance de 2013 : l'emploi public progresse, et les recettes fiscales sont mieux orientées.

## AVERTISSEMENT METHODOLOGIQUE

Le projet CEROM a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Un séminaire organisé en Polynésie française en mai 2004 a réuni, outre les trois premiers partenaires du projet (AFD, IEDOM, INSEE), des représentants de l'IEOM (Institut d'Émission d'Outre-Mer) et des instituts territoriaux de statistique (ISPF pour la Polynésie, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie).

### Les comptes rapides : une première estimation de la croissance

Cette publication s'inscrit dans le cadre du projet Comptes rapides pour l'Outre-Mer (CEROM) mené dans les économies ultramarines. Les comptes rapides reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les derniers comptes définitifs et par les premières données disponibles pour les années suivantes. Il s'agit de la neuvième publication d'un compte rapide pour la Nouvelle-Calédonie. Chaque année, les taux de croissance des années entre les derniers comptes définitifs (ici 2011) et les comptes rapides (ici 2014) sont à nouveau estimés, en intégrant de nouveaux inputs (données nouvelles et révisées). Les comptes rapides peuvent donc faire l'objet d'une révision à chaque mise à jour, puis lorsque la totalité des données utilisées pour les comptes définitifs sont connues.

### Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle-Calédonie : MODELISEE

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale en fonction d'hypothèses à propos de l'évolution de l'offre et de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Au cours de son utilisation, des améliorations ont été apportées : remplacement des données estimées par des données définitives disponibles, meilleure prise en compte des investissements exceptionnels liés à la construction des usines. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

## Définitions

<sup>1</sup>La **croissance réelle** est une mesure de l'évolution du PIB qui exclut les variations des prix. Elle permet ainsi de d'isoler l'évolution de l'activité (approche volume) de l'évolution des prix.

<sup>2</sup>Le **produit intérieur brut** (PIB) est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché.

<sup>3</sup>L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. Les 13 000 relevés de prix mensuels de ces produits, détermine l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Pour les comptes rapides, c'est l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle qui est utilisé.

<sup>4</sup>La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on rajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.

<sup>5</sup>Le **taux d'investissement** est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, le ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.

<sup>6</sup>La **balance commerciale** est le compte qui retrace les échanges des biens exportés et des biens importés. Si l'on y inclut les échanges extérieurs de services, on parle de **balance des biens et services**.

<sup>7</sup>Le **taux de couverture du commerce extérieur** est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (dans cette publication, uniquement les biens).

## Etudes thématiques

- Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole (2012) 2016 à paraitre
- L'impact du nickel en Nouvelle-Calédonie (2015)
- Les entreprises en Nouvelle-Calédonie (2011)

## En savoir plus

[www.cerom-outremer.fr](http://www.cerom-outremer.fr) / [www.isee.nc](http://www.isee.nc) / [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr) / [www.afd.fr](http://www.afd.fr)  
Bilans annuels 2015 de l'ISEE et de l'IEOM

